

Le libertaire

Rédaction :
Administration : Jean Girardin,
72, rue des Prairies, Paris (20^e).
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

APRÈS DIJON

NOUS SOMMES PRÉVENUS

DIMANCHE dernier, le sinistre aventurier qui occupe présentement le poste de chef du gouvernement français, Tardieu-N'Goko-Shanga s'est livré à une manifestation oratoire dans l'ancienne capitale bourguignonne.

A la veille de la rentrée des Chambres, il est d'usage que le président du Conseil prononce un discours-programme propre à délimiter par avance la majorité sur laquelle il peut compter.

Nous tiendrons ce discours pour un simple morceau d'éloquence ministérielle — c'est-à-dire pour quelque chose de pas très intéressant — si certaines phrases prononcées à dessein ne révélaient chez Tardieu la volonté bien nette d'accentuer toute que coûte la répression qu'il fait peser sur le pays depuis son arrivée au Pouvoir.

Voulant donner des gages à la bande des piliers de sacrilgie et de traîneurs de sabre qui composent sa majorité, l'escroc de l'Oms-Bagdad s'est livré à de véritables provocations, vis-à-vis des organisations ouvrières. Qu'il s'agisse des fonctionnaires ou de cette assemblée de pleutres qu'on appelle la S. F. I. O., Tardieu a prononcé des menaces précisées.

« Nous montrerons, si l'on veut passer des paroles aux actes, que nous sommes décidés à faire respecter l'ordre par tous les moyens ».

Voilà qui éclaire singulièrement la situation.

Pour bien faire comprendre que ce n'étaient pas des paroles en l'air, le ministre de l'Intérieur se livre depuis lundi à une manœuvre infâme à la fauer d'un accident de chemin de fer.

Dimanche soir, à Montreuil, le rapide Paris-Marseille déraille, causant sept morts et huit blessés. Dès le lendemain matin et sans que rien ne puisse légitimer pareille assertion, les journaux impriment que l'accident serait dû à la manœuvre criminelle d'extrémistes qui auraient mis sur les rails un vieux « lory » pour faire dérailler le train dans lequel voyageait M. Tardieu et que si le train présidentiel avait échappé à l'attentat, c'était sans nul doute parce que les auteurs du sabotage criminel s'étaient trompés d'heure.

On nous parle d'étrangers travaillant sur la voie qui auraient quitté mystérieusement la région dès le lendemain de l'accident, on enquête (?) sur diverses personnalités n'ayant pas la renommée d'être les admirateurs de Tardieu, on se livre dans les quotidiens à un véritable défilé de roman-feuilleton.

La vérité est beaucoup plus simple. Le train a déraillé à une courbe très accentuée où l'on faisait d'habitude passer les trains à l'allure de 30 kilomètres à l'heure et où, depuis samedi dernier, ils roulaient à 90 km.

Mais la version de l'attentat satisfait et la Compagnie P.-L.-M. (qui pousse même le cynisme jusqu'à offrir une prime à ceux qui découvrirent ou aideront à découvrir les « criminels ») et le gouvernement qui voit là l'occasion de se livrer à une vaste opération policière sur les milieux d'extrême-gauche.

En Indochine, malgré que les thuriféraires du colonialisme affirment que « notre mission civilisatrice se poursuit lentement mais sûrement », les Cochinchinois se révoltent un peu partout. Le soulèvement prend une allure assez sérieuse, le mot d'ordre n'est pas celui d'une revendication, d'une constitution plus ou moins vague, mais vise à bouter hors de la Cochinchine les esclavagistes européens qui font peser sur les malheureux indigènes une véritable terreur.

Un journaliste bourgeois, Louis Roubaud, qui enquête sur place pour une feuille nettement gouvernementale, envoie des dépêches qui en disent long sur la manière dont sont traités les pauvres Indochinois. Il ne cache pas combien certaines façons d'agir des « civilisateurs » sont révoltantes à un haut degré. Il cite même une séance de tribunal au cours de laquelle un « coolie » fut condamné durement à la prison pour avoir chanté une chanson patriotique et où un blanc fut simplement frappé d'une condamnation

avec sursis pour avoir volé et maltraité quelques indigènes.

Naturellement, Tardieu fait dire par sa presse servile que tout ce mécontentement est l'œuvre d'une longue et sournoise propagande des agents de Moscou.

**

Dernièrement, les agents des P. T. T., devant le refus constant du gouvernement de tenir la promesse de péréquation des traitements, se livrèrent à une manifestation de deux heures dans les bureaux centraux.

Le lendemain, toute la presse stipendiée voyait encore dans ce mouvement la main des agents de Moscou.

Comme on le voit, la manœuvre est simple. Qu'il s'agisse d'un accident, d'une grève, d'un mouvement de mécontentement quelconque, c'est Moscou qui est passé par là.

En 1919, pour faire élire une Chambre bleu-horizon, on avait lancé le spectre de l'homme-au-couteau-entre-les-dents.

En 1930, on recommence la manœuvre, mais cette fois c'est beaucoup plus grave, ce n'est pas pour essayer de faire élire quelques députés de droite ; il s'agit de légitimer par avance toute une série de mesures répressives.

A force de dire : c'est la main de Moscou, ce sont les extrémistes, les feuilles d'information (?) espèrent faire naître une sorte d'aversion de la foule pour les révolutionnaires de toute école et ainsi voir Tardieu presque acclamé comme un sauveur le jour où il voudrait se déclarer à un coup de force soi-disant pour se délivrer des « ennemis de l'ordre et de la propriété ».

**

Le discours de Dijon peut donc être considéré non seulement comme un avertissement, mais aussi comme un défi.

C'est une menace directe adressée à tous ceux qui ne voudront pas admirer Tardieu — ou qui, s'ils le combattent, voudront employer autre chose que des armes académiques pour le faire.

Connaissant la « manière » de Tardieu et de son compère le Chiappe, nous pouvons en déduire que cela nous promet encore de beaux jours pour la flicaille.

Ainsi, le fascisme s'installe petit à petit en France, sans qu'il soit besoin de coup d'Etat. Le Parlement est à plat ventre devant l'homme sans scrupule qui est à la tête du gouvernement. Quant aux démocrates et aux socialistes, nous avons trop entendu les leaders radicaux ou unifiés parler de la « loyauté », de la « franchise » du président du Conseil pour espérer que leur opposition aux faits et gestes de Tardieu se traduira autrement que par des discours ou une retraite théâtrale sur l'Aventin.

La classe ouvrière n'a donc à compter que sur elle-même pour défendre ses maigres, très maigres libertés menacées.

Tardieu emploiera tous les moyens pour défendre l'ordre capitaliste. Nous devons répondre en employant tous nos moyens pour attaquer plus vivement que jamais ce régime de sang, de rapièces et de police.

Par dessus tous les politiciens, la classe ouvrière doit s'apprêter à faire, front contre la nouvelle série d'attentats policiers que Tardieu s'apprête à commettre. Et les anarchistes ne seront par au dernier rang.

NOTRE LIBRAIRIE

Les camarades trouveront en 4^e page une liste d'ouvrages de propagande et d'éducation.

Nous ne saurons trop recommander à nos amis et lecteurs de réserver leurs commandes de livres et brochures à la Librairie d'Éditions Sociales, dont tous les bénéfices vont à la propagande, et peuvent contribuer dans une large mesure à assurer la parution régulière de notre Libertaire.

Nous rappelons qu'étant dans l'impossibilité de faire actuellement aucune avance de fonds, il est indispensable de joindre son montant à chaque commande. Nous ne pouvons pas non plus expédier contre remboursement.

Achetez donc tous vos livres à la Librairie d'Éditions Sociales, et vous ferez œuvre de propagande.

PONS ET BLANCO ne peuvent être extradés

Nous avons, la semaine dernière, intéressé nos lecteurs sur le cas douloureux de deux révolutionnaires espagnols Pons et Blanco.

Nous avons dit que la Chambre des mises en accusation de Montpellier devait statuer sur la demande d'extradition du gouvernement espagnol.

Elle a statué. Et au mépris du droit d'asile, elle a accordé gain de cause aux geôliers d'Espagne.

Mais le gouvernement français a son mot à dire. Il n'est pas sans savoir que tout le Midi s'agit pour la défense de Blanco et de Pons. Il connaît, sans nul doute, la loi concernant les extraditions et il se doit de la faire respecter.

Pons et Blanco ne peuvent pas être extradés. Mais comme leur juste cause ne suffit pas à les protéger, nous crions, en leur faveur, au secours !

TOULOUSE

Comité Régional du Droit d'Asile

OUVRIERS, HOMMES DE CŒUR

Deux des nôtres vont être extradés, si nous n'y prenons garde, sur la demande des successeurs de Primo de Rivera.

L'extradition équivaut à la mort.

Nous ne le permettrons pas. Assistez toutes et tous au grand

Meeting de protestation

Samedi 7 juin, à 20 h. 30
grande salle de la Bourse du Travail

Orateurs : VAILLAUX, du Comité du droit d'asile ; FORGUES, délégué de la Bourse du Travail, et orateurs locaux.

PROPOS D'UN PARIA

La municipalité de Melun n'avait trouvé d'autre moyen pour remplir sa caisse des écoles que d'organiser des spectacles tauromachiques. Oh ! il ne s'agit pas de mise à mort avec tous les raffinements de cruauté qui font la joie des vras aficionados.

C'étaient, tout simplement quelques vieux bons bougres de taureaux, aux cornes préalablement emboulées, vieux routiers de la piste et des lieux provençaux qui allaient être aux prises avec des matadors d'occasion, les seuls qui eussent, dans l'affaire, quelque chose à risquer.

A l'annonce de ces réjouissances sanguinaires le sang des vieilles bonnes dames qui

prédisposent aux destinées de la société protectrice des animaux, « ne fit qu'un tour ». Toutes ces amoureuses du petit « cien-cien à sa mère » qui tombent dans les pommes et font appel aux hommes de l'art lorsque leur petit chouchou est constipé, résolument d'empêcher, à tout prix un spectacle aussi cruel. Elles décideront que l'heure n'était plus aux vains discours mais aux actes.

Et c'est ici que cela tourne à l'épopée. En moins de temps qu'il n'en faut pour l'écrire, six cents personnes furent rassemblées qui partirent en jurant d'empêcher cette monstruosité. Ces braves gens envoient la piste, et tandis que les taureaux pleuraient d'émotion, les gendarmes jaloux que tant de sollicitude aille à d'autres ruminants se ruient sur les gens de la S.P.A. et les vidaien sans sans fracas.

Evidemment, on ne peut que féliciter ces personnes au cœur sensible de l'exemple d'action directe qu'elles ont donné à ce qu'on est convenu d'appeler la masse, la masse qui subit bien d'autres horreurs qu'un simulacre de corrida et qui, passivement accepte.

Nous pourrions nous en tenir là.

Il convient, pourtant, de dénoncer l'hypocrisie de ces personnes spécialisées dans la défense des animaux.

Certes, nous jugeons tous qu'il est stupide, mieux qu'il est profondément lâche de faire subir à un animal une souffrance quelconque.

Les chiens et les chats sont assez capables de se mordre et de se griffer entre eux sans qu'il soit besoin de les aider. Mais, il nous faut bien constater qu'il existe un animal sur lequel

s'acharne la souffrance, un animal qu'en certaines circonstances on n'hésite pas à détruire par centaines de mille, un animal dont les petits ne sont pas toujours sûrs de trouver la pâture, un animal qu'il faut croire, malgré les apparences, aussi intéressant que les taureaux de course.

Aussi, je terminerai en appelant l'attention de ces messieurs et dames de la S.P.A. et de ceux que cela pourra intéresser sur la triste situation qui est faite au bipède humain et je ne désespère pas, lorsqu'il sera question de lui faire exécuter comme en 1914, une « corrida de la morte », de cinq années, de voir tous ces défenseurs des animaux à quatre pattes passer à l'action au nom de la société protectrice des hommes. — Pierre Mualdes.

LES FORMES SOURNOISES DE LA DICTATURE

LA BUREAUCRATIE

Un certain branle-bas prélude à la reprise des « travaux parlementaires ». Cela fait l'objet de gloses journalistiques.

Ces messieurs s'étant adjugés quarante jours de congé, payé, à l'occasion de Pâques, vont reprendre, pour quelque temps, leur occupation capitale : ils vont se remettre à travailler ! Nous voulons bien croire qu'ils ont mis leurs vacances à profit pour renouveler leur stock de discours, de harangues, de projets et de combines. Ils nous amèneront certainement du vieux neuf.

Peu importe ! Qu'y a-t-il de plus indifférent à la vie d'un régime comme le nôtre que le « travail » des députés, que l'existence d'un parlement ?

Le Parlement n'est qu'une façade qui se superpose à une autre façade : la souveraineté du Peuple ! Au-delà de ces apparences il y a une réalité : la Bureaucratie.

Les ministres, en principe, délégués de l'exécutif en fait, émanation du Parlement, sont eux-mêmes des soliveaux branlants. Rois épiphémés de la Démocratie, appels à l'exercice d'un Pouvoir incertain et précaire, ils passent, disparaissent, s'en vont, reviennent, pour revenir et reparaitre encore. Ce seraient leur accorder des vertus hors-classe que de supposer que leur souci principal n'est pas de tirer tout le profit immédiat possible de chacun de leurs passages à la gouvernance et de combler leurs amis et créatures, la clientèle.

Dieu, ou le Diable, sait ce qu'un Tardieu, ce qu'un Briand peut avoir de clients au sens romain et républicain du mot !

Les ministres passent... les Bureaucrates demeurent. Vrais piliers du régime arc-boutants solides des institutions, ils en maintiennent intranquille l'architecture, ils en assurent la stabilité et la permanence, ils en garantissent la continuité du principe et l'immutabilité des formes, à l'heure même des grandes métamorphoses et des cataclysmes.

C'est parce que la royauté n'a pas su s'établir sur une bureaucratie compacte qu'elle a chuté au souffle de l'orage populaire, tempête suscitée primitivement par les candidats bourgeois à la bureaucratie.

Louis Quinzième exigeait de son entourage des titres de noblesse remontant aux croisés à porté inconsciemment un coup fatal à la Monarchie ; Louis Seizième servit de bouc émissaire à tous les départs, à toutes les envies, à toutes les haines procédant de ces départs et de ces envies. Quatre-vingt-neuf n'a, à l'origine, (son esprit s'est développé par la suite, pour revenir au point initial avec le Corse) pas d'autre cause psychologique, que la soif bureaucratique bourgeoise.

Le régime n'est avec tant de peine et de lenteur des tâtonnements néo-monarchistes et néo-impérialistes du xix^e siècle — régime baptisé républicain, bien que le mot République ne figure point dans la Constitution — a trouvé le secret de la durée en soignant tout particulièrement la Bureaucratie. Il a su créer une ad-mi-nis-tration « que l'Europe nous envie ! » Un mandat formidabilis a poussé ses racines, ramifiées à l'infini, dans l'alius d'une nation qui, dès lors, est condamnée à mourir sans rémission. La nation, le peuple français, subsiste péniblement. Les caractères de la déficience multiple se accusent de génération en génération, de siècle en siècle : dépeuplement, appauvrissement, envahissement météore, affaiblissement, affaiblissement.

Qui refuserait donc de fournir des ressources requises à son journal, sans qu'il lui en coûte puisque l'abonnement par lui-même n'est point onéreux, et tout en procurant de bonnes brochures qui seront profitables à soi-même et à d'autres ?

ABONNEMENTS AU " LIBERTAIRE "			
FRANCE	ETRANGER	FRANCE	ETRANGER
Un an... 22 fr.	Un an... 30 fr.	Six mois... 11 fr.	Six mois... 15 fr.
Six mois... 11 fr.	Six mois... 15 fr.	Trois mois... 5,50	Trois mois... 7,50
Téléph. : Roquette 57-73			

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté, adéquat à chaque époque.

LA GUERRE, LA PAIX et le parti socialiste

Dans quelques jours, le Congrès S.F.I.O. de Bordeaux aura promulgué les opinions les plus officielles du parti sur les questions connexes à la « défense nationale ». Et après d'habiles et éloquentes interventions des grands manœuvriers, il aura voté quelque motion savamment calculée pour rallier, sinon l'unanimité, du moins « la plus grande majorité ».

En attendant, il convient de noter, à côté de l'attitude prise par les Blum, les Renaudel et autres Paul-Boncour, représentants de la grande tradition du patriotisme socialiste si glorieusement renforcée en 1914, celle prise par certaines fractions du parti. Il y a là un symptôme intéressant.

Non que nous nous fassions illusion. Il est à prévoir que ces fractions, se laisseront trop facilement « rouler » par les politiciens maîtres du parti, au nom de l'« intérêt supérieur » de ce même parti. Mais c'est déjà quelque chose d'intéressant à constater que de voir certaines idées s'affirmer avec une telle vigueur dans les milieux où les chefs officiels du socialisme s'étaient efforcés de les éliminer.

« ...Les travailleurs n'ont pas à donner de leur plein gré, en régime capitaliste, leur adhésion à une guerre, quelles qu'en soient les causes apparentes... S'ils sont entraînés de force à y participer, le parti socialiste ne saurait leur affirmer *a priori* qu'ils accompliront leur « devoir socialiste » en acceptant de subir l'obligation la plus arbitraire et la plus cruelle du régime. »

Ceci est un extrait de la motion Lagorrette, adoptée par la fraction la plus nombreuse de la Fédération de la Seine et n'a pas été sans scandaliser nombre de « bons français ».

Je dirai d'ailleurs que si le sentiment d'horreur de la guerre qui s'y fait jour m'aggrave, je n'apprécie guère la distinction que ce texte semble faire entre guerres imposées par un régime capitaliste et les autres. Est-ce à dire qu'il suffise qu'un régime ne s'intitule pas capitaliste pour que les travailleurs aient à donner de plein gré leur adhésion aux guerres qu'il entreprendra ? C'est la pure doctrine du bolchevisme, tout aussi dangereuse que celle de la défense nationale pure et simple.

Si l'on entre dans ce genre de distinctions, il n'y a pas de raison pour s'arrêter et pour ne pas décider qu'il faille défendre le pays le plus socialiste, le gouvernement le plus « socialiste ». En 1914-18, les socialistes français clamaient qu'il fallait sauver dans la France, mère des révolutions, toutes les possibilités d'avenir du socialisme et les socialistes allemands, tâtonnaient à juste titre de guerroyer pour la patrie du marxisme et sa terre de prédilection.

Il y a donc quelque faiblesse dans ces considérations à tendances « doctrinaires », qui d'ailleurs sont très bien » dans les milieux auxquels elles s'adressent.

La question de la guerre est tragiquement plus simple. De quelque prétexte de défense, de n'importe quel régime qu'elle se couvre, elle constitue, dans les conditions où elle s'opère et s'opérera, une menace d'une gravité inouïe pour l'humanité. Elle nous promet une extermination d'une férocité inouïe avec, pour les survivants l'asservissement hébété, conséquence des obéissances et des disciplines inexorables subies. Par la dernière, nous avons un avant-goût de ce que donnerait la prochaine.

Les prolétaires, certes, ni aucun homme digne de ce nom « n'ont à lui donner de plein gré leur assentiment ».

Est-ce à dire qu'il faille se résigner à, à contre-cœur « l'obligation la plus arbitraire et la plus cruelle du régime » ?

C'est ici qu'il convient de réagir contre la mentalité d'acceptation que nous nous sommes laissé inculquer, et qui est un des plus déplorables effets de la grande guerre.

Il s'agit tout d'abord de ne pas commencer par admettre « qu'il n'y a rien à faire » contre des atrocités conformes, selon les uns ou les autres, à la « volonté de Dieu », à la force des choses, ou au « matérialisme historique ».

Mais « ne pas clamer à la guerre adhésion de son plein gré », c'est déjà un commencement.

Et par là les minoritaires se trouvent en opposition flagrante avec les dirigeants du parti, partisans déterminés de la défense nationale.

Déjà de braves gens agitent ces questions : Si ces tendances subversives prédominent dans le parti, Paul-Boncour pourra-t-il rester président de la Commission des Affaires étrangères, Renaudel rapporter encore le budget de l'Aéronautique ?

Il est à présumer que tout au contraire ce seront les Paul-Boncour et les Renaudel qui l'emporteront, après avoir au besoin menacé de démissionner, non de leurs postes parlementaires, mais de leur place dans le parti socialiste, s'il ne faisait ainsi de tout un rôle secondaire dans ce chapitre et c'est un tout à fait dépourvu de vitalité.

L'auteur consacre aussi vingt pages au cinéma soviétique. — On chercherait, cependant, vainement un mot sur le régime de terreur, sur les emprisonnés politiques. Barbusse, en un an, n'a pas eu le temps de s'en préoccuper.

En bref, c'est un bouquin comme les bouquins en pondant par dizaines, et l'on ne sait qui l'en doit plaindre le plus : de Barbusse, qui a commis cet ouvrage indigent ou du lecteur qui a dépensé douze francs pour un livre dont le moins qu'en puisse dire c'est qu'il gâche beaucoup de papier pour rien. — LOUIS LOREAL.

En 1909, Simon Radovitzki fréquentait les groupements syndicaux et anarchistes de Buenos-Aires : il avait dix-sept ans. C'était alors une époque de lutte acharnée. Malgré les ordres du chef de la police Falcon qui pretendait interdire à Buenos-Aires tout mouvement dans la rue, une grande manifestation eut lieu. Plus de cent mille manifestants, avec drapeaux et pancartes se rendirent à la place Loréa où Falcon avait amassé ses troupes et notamment son « escadron de la mort ». Le choc se produisit.

Il fut terrible. La place fut jonchée de blessés et de morts.

Quelques semaines plus tard, le chef de la police, colonel Falcon et son secrétaire

relevaient dans leur voiture une bombe qui mit en miettes la voiture et ses occupants.

Il n'y eut à déplorer que la mort d'un cheval innocent.

A quatre cents mètres de là, la police arrêta enfin Simon Radovitzki qui, sachant le sort qui lui serait réservé, avait tenté de se suicider de deux coups de revolver.

Tout le monde détestait Falcon et ses sbires, mais l'acte de Radovitzki sema l'épouvante chez les dirigeants. Il fut condamné à mort, mais, vu son jeune âge sa peine fut commuée en celle des travaux forcés à perpétuité.

Depuis, le prolétariat de toute l'Amérique, les groupements révolutionnaires firent du nom de Radovitzki un drapeau et tout fut mis en œuvre pour faire connaître et aimer cette noble figure de révolution.

Après vingt ans de souffrances inouïes, Simon Radovitzki vient d'être libéré.

Réjouissons-nous.

CH.

RADOVITZKI EST LIBÉRÉ

En 1909, Simon Radovitzki fréquentait les groupements syndicaux et anarchistes de Buenos-Aires : il avait dix-sept ans. C'était alors une époque de lutte acharnée. Malgré les ordres du chef de la police Falcon qui pretendait interdire à Buenos-Aires tout mouvement dans la rue, une grande manifestation eut lieu. Plus de cent mille manifestants, avec drapeaux et pancartes se rendirent à la place Loréa où Falcon avait amassé ses troupes et notamment son « escadron de la mort ». Le choc se produisit.

Il fut terrible. La place fut jonchée de blessés et de morts.

Quelques semaines plus tard, le chef de la police, colonel Falcon et son secrétaire

relevaient dans leur voiture une bombe qui mit en miettes la voiture et ses occupants.

Il n'y eut à déplorer que la mort d'un cheval innocent.

A quatre cents mètres de là, la police arrêta enfin Simon Radovitzki qui, sachant le sort qui lui serait réservé, avait tenté de se suicider de deux coups de revolver.

Tout le monde détestait Falcon et ses sbires, mais l'acte de Radovitzki sema l'épouvante chez les dirigeants. Il fut condamné à mort, mais, vu son jeune âge sa peine fut commuée en celle des travaux forcés à perpétuité.

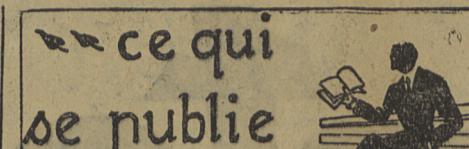
Depuis, le prolétariat de toute l'Amérique, les groupements révolutionnaires

firent du nom de Radovitzki un drapeau et tout fut mis en œuvre pour faire connaître et aimer cette noble figure de révolution.

Après vingt ans de souffrances inouïes, Simon Radovitzki vient d'être libéré.

Réjouissons-nous.

CH.



LES LIVRES

RUSSIE, par Henri Barbusse (Flammarion, éditeur). — Lorsque j'ouvris le livre, je m'attendais à quelque chose de sensationnel. En effet le prospectus de présentation nous indiquait que c'était pour ainsi dire le chef-d'œuvre de l'auteur du *Feu*. En vérité, j'avais bien quelque appréhension en lisant dans ce prospectus que Barbusse était un des plus grands écrivains du siècle, un poète génial et autres épithètes hyperludatives à l'égard de l'auteur mais, cependant, j'attendais, sinon un chef-d'œuvre, du moins une haute idée du génie humain.

Un an en Russie vaut bien tout de même que l'on ait vu quelque chose d'intéressant. Or, après avoir lu la consciencieuse présentation du livre, j'ai été stupéfait de la faculté avec laquelle on peut remplir 262 pages pour ne rien dire qui vaille la peine d'être publiées.

Des descriptions de paysages d'un lyrisme échevelé — pour peu qu'il veuille s'en donner la peine, Barbusse nous prouvera que c'est grâce au régime soviétique que la Crimée a un climat de rêve — quelques statistiques vieilles de deux ans, un chapitre sur l'homme le plus vieux du monde, un entretien avec Gorki duquel il ne ressort rien de bien intéressant tant l'entretien joue un rôle secondaire dans ce chapitre et c'est tout.

Ah ! pardon, j'oubiais ce que Barbusse veut considérer comme un « manifeste littéraire le plus important depuis Zola » — c'est-à-dire une série de lieux communs qui avaient déjà vu le jour sous différentes plumes et que Barbusse ramasse en deux chapitres tout à fait dépourvus de vitalité.

L'auteur consacre aussi vingt pages au cinéma soviétique. — On chercherait, cependant, vainement un mot sur le régime de terreur, sur les emprisonnés politiques. Barbusse, en un an, n'a pas eu le temps de s'en préoccuper.

En bref, c'est un bouquin comme les bouquins en pondant par dizaines, et l'on ne sait qui l'en doit plaindre le plus : de Barbusse, qui a commis cet ouvrage indigent ou du lecteur qui a dépensé douze francs pour un livre dont le moins qu'en puisse dire c'est qu'il gâche beaucoup de papier pour rien. — LOUIS LOREAL.

VIENT DE PARAITRE

Docteur Pierre Vachet

CONNAISSANCE de la VIE SEXUELLE

Un livre que tout le monde doit posséder

L'instinct génésique, le plus puissant des instincts, le plus « fatal » demeure souverain. C'est l'honneur des hommes de pensée, de savoir et d'action que de s'être adonnés à la tâche difficile de l'éducation sexuelle. Le docteur Pierre Vachet est de ceux qui plus courageusement et le plus brillamment contribuent à cet effort nécessaire. A la fois homme de science penché sur les problèmes complexes de la psychologie, conférencier discret, entraînant et convaincant, écrivain d'une extrême aisance, tout de clarté, osant le mot qui précise, l'anecdote, l'image, son action est directe et, vous l'avez compris, une bonne action.

« Connaissance de la Vie Sexuelle » est l'un des plus importants, peut-être le meilleur des ouvrages du Docteur Pierre Vachet. Mais parmi ses merites, celui dont peut s'enorgueillir particulièrement l'auteur, c'est l'utilité sociale de cette « Connaissance de la Vie Sexuelle » dont on peut dire qu'elle est une bonne action.

Ch.-Aug. Bontemps.

1 vol. 15 fr. — franco 16 fr. 25.

En vente à la Librairie d'Éditions Sociales, 72, rue des Prairies.



MALFAITEURS !

Les quotidiens nous ont, en la journée de mardi, donné une nouvelle preuve de la supériorité de l'homme sur la bête.

Un condamné à mort d'Amérique a été exécuté lundi 2 juin à la prison de Carson-City par un moyen qui donne vraiment une haute idée du génie humain.

On avait mis dans un baquet de l'eau et de l'acide sulfurique ; au-dessus du baquet un récipient était suspendu qui contenait douze boulettes de cyanure de potassium. On enferma soigneusement le patient dans la cellule, on cachea toutes les extrémités pour qu'aucun souffle ne puisse s'échapper et, à un signal donné, on tira sur une ficelle qui fit basculer le récipient dans le baquet.

Un contact de l'eau et de l'acide sulfurique, les boulettes de cyanure dégagèrent des gaz qui asphyxièrent l'homme au bout de trois minutes, c'est-à-dire 180 secondes.

Un journal, qui pourtant avait montré naguère un beau courage dans l'affaire Sacco-Vanzetti, raconte, sans commentaire, le fait suivant :

Le condamné a montré le plus grand sang-froid jusqu'au bout et comme on lui demandait ses dernières volontés, il a eu le courage de répondre en plaisantant qu'il réclamait un masque contre les gaz.

Et le journaliste qui rédigea le « papier » a le courage de mettre en titre : « Il réclamait un masque contre les gaz ! »

Désormais, la veulerie semble gagner toutes les feuilles, publiques comme les journaux par lesquels elles se vendent à qui veut les acheter.

Nous aurions attendu quand même une protestation contre cet excès de sauvagerie.

Ainsi, maintenant, toutes les recherches de la science sont dirigées vers les œuvres de mort. Avions lance-bombes sans pilote, gaz asphyxiants perfectionnés, rayons de la mort, électrocution, tout est mis en œuvre pour apporter le carnage et l'assassinat avec le maximum de perfection.

Des gens au cœur sensible sont allés à Melun manifester parce qu'on bousculait quelque peu sans les mettre à mort quelques vieux barus apocryphes. Nul ne proteste contre le massacre journalier et sauvagement prémedité des humains.

Au nom de la loi, on tue, on guillotine, on garrote, on pend, on fusille, on électrocute, on asphyxie chaque jour.

Et ce sont les victimes que l'on appelle des malfaiteurs.

Que dire alors des assassins officiels ?

Et ce sont les assassins officiels.

Et nous le rappelons à ceux qui semblent l'oublier.

• • •

UNE ENQUETE

Le fantaisiste auteur de *Makno et sa haine*, J. Kessel vient, du moins il l'écrit, dans un journal du matin, de faire une enquête dans les pays où sévit encore l'esclavage. La traite des noirs se pratique, parfois couramment en Ethiopie.

Just. Ce furent des jacobins socialistes. Ils avaient eu le culte de l'égalité, même au détriment de la liberté. Leur plan fut très simple : ce fut celui d'expatrier tous les propriétaires et tous les détenteurs d'instruments de travail et d'autres capitaux au profit de l'Etat républicain, démocratique et social, de sorte que l'Etat, devenant le seul propriétaire de toutes les richesses, tant mobilières qu'immobilières, devenait de la sorte l'unique employeur, l'unique patron de la société ; mis en même temps de la toute-puissance politique, il s'empara exclusivement de l'éducation et de l'instruction égales pour tous les enfants, et forçait tous les individus majeurs de travailler et de vivre selon l'égalité et la justice. Toute autonomie communale, toute initiative individuelle, toute liberté en un mot disparaissait, écrasée par ce pouvoir formidable, la société tout entière ne devait plus représenter que le tableau d'une uniformité monotone et forcée ; le Gouvernement était élu par le suffrage universel, mais une fois élu et tant qu'il restait en fonction, il exerçait sur tous les membres de la société un pouvoir absolu.

La théorie de l'égalité forcément établie par le puissance de l'Etat n'a pas été inventée par Babeuf. Les premiers fondements de cette théorie avaient été jetés par Platon, dans plusieurs siècles avant Jésus-Christ, dans son « République », ouvrage dans lequel ce grand penseur de l'antiquité essaya d'esquisser le tableau d'une société égalitaire. Les premiers chrétiens exercerent incontestablement un communisme pratique dans leurs associations persécutées par toute la société officielle.

Enfin, au début même de la révolution religieuse, dans le premier quart du xviie siècle, en Allemagne, Thomas Munzer, et ses disciples firent une première tentative d'établir l'égalité sociale sur un pied très large. La conspiration de Babeuf

TROIS CONFÉRENCES de Michel BAKOUNINE

III

Chers compagnons : Je vous ai dit la dernière fois comment la bourgeoisie, sans en avoir complètement conscience elle-même, mais en partie aussi et pour le quart seulement, s'est servie du bras puissant du peuple pendant la grande Révolution de 1789-1793 pour asseoir sur les ruines du monde féodal sa propre puissance. Désormais elle est devenue la classe dominante. C'est bien à tort qu'on s'imagine que ce furent la noblesse émigrée et les prêtres qui firent le coup d'Etat réactionnaire de thermidor, qui renversa et tua Robespierre et Saint-Just et qui guillotina et déporta une foule de ses partisans. Sans doute beaucoup de membres de ces deux corps déchus prirent une part active à l'intrigue, heureux de voir tomber ceux

A TRAVERS LE MONDE

EN SUISSE

Les résistants suisses

Le 11 décembre 1939, Marcel Maillard, de Genève, a été condamné à 3 mois de prison pour son premier refus de servir.

Le docteur Karl Brenner, d'Altstetten, a été, le même jour, condamné à 3 mois de prison pour refus de prendre part à un cours de répétition militaire. Lorsqu'il se présente comme candidat au poste de professeur à l'Ecole d'Etat de Saint-Gall, il fut écarté à cause de sa résistance au service militaire.

Le 15 janvier, Alfred Bachler, fermier à Ronchini (Tessin), fut condamné à 4 mois de prison pour son second refus, malgré (ou, comme dit le professeur Raga, « peut-être à cause de ») la brillante défense faite en sa faveur par l'un des meilleurs avocats du barreau de Zurich, le docteur Farbstein. Hans Fischli, dessinateur à Zurich, fut aussi condamné à 3 mois de prison, pour son premier refus.

Tous ces résistants perdent leurs droits civiques pendant 2 ans, punition qui est généralement donnée aux seuls individus qui ont commis un « acte infantile ».

La condamnation prononcée contre Richard Lanica est une exception : 2 semaines de prison, sans perte de droits civiques.

En ce moment, les camarades suisses ci-après sont en prison :

Marco Dubois, à la prison de La Chaux-de-Fonds, jusqu'au commencement d'avril 1939.

Fritz Zweifel, à la Kantonale Strafanstalt de Saint-Jacob, jusqu'à la fin de mars.

Willy Otter, à la Conciergerie de Neu-châtel, jusqu'au 18 avril.

Werner Kissling, à la Bezirksgefängnis de Meilen.

Alfred Bachler, à la prison de Lugano, jusqu'à la fin d'avril.

AUX ÉTATS-UNIS

De l'Italia, bulletin de la concentration antifasciste, dirigé par Ph. Turati (qui fait preuve chez nous de plus de courage qu'il n'en a montré dans son pays), nous extrayons ce qui suit, pour montrer la collusion de tous les Gouvernements lorsqu'il s'agit de persécuter la pensée libre.

Etats-Unis-New-York, avril. — Un autre épisode très grave est venu confirmer les procédés d'intrigue et de corruption dont les agents diplomatiques et consulaires du Gouvernement fasciste se servent dans leur lutte contre les éléments anti-fascistes. Le dimanche 6 avril avait lieu à la « Cooper Union », dans une atmosphère paisible, un débat contradictoire entre Vincent Vacirca et Armand Borghi sur les problèmes italiens après le renversement du fascisme. La réunion, à laquelle plus de 2.000 personnes s'étaient rendues, était présidée par le Dr Nino Firenze. A un certain moment, l'Inspecteur fédéral du Département de l'immigration, Vincent Piaggio, faisant preuve d'une absence complète de discernement, voulut procéder à l'arrestation d'Armand Borghi, en affirmant que le Ministère du Travail avait rendu contre lui un décret d'expulsion. Etant donné le lieu et l'heure, le geste de Piaggio — qui aurait pu arrêter Borghi à la fin de la réunion — apparut sous son vrai jour, c'est-à-dire comme un acte de provocation, et suscita dans l'assemblée une vive effervescence. Borghi, bondissant de l'estraude dans la salle, réussit à s'échapper. Un détective de la police locale, qui était intervenu à la réunion en compagnie de Piaggio, voulut poursuivre Borghi et, sans se donner la peine de décliner ses noms et qualités et de montrer sa carte, chercha avec une violence inouïe à s'ouvrir un chemin parmi la foule des assistants. Devant la résistance opposée, résultat normal de l'affluence, l'agent, dans son désir d'atteindre à tout prix Borghi, tira son revolver et fit feu, tuant un ouvrier âgé de trente ans, Gino Mazzola, et en blessant un autre.

Le drame s'était déroulé si rapidement que personne n'avait réussi à comprendre ce qui se passait. Les assistants gardèrent leur sang froid et écouterent le docteur Firenze qui les exhortait au calme, tandis que le détective meurtrier était entouré d'un groupe d'agents en uniforme, accourus au bruit des détonations, et que le mort et les blessés étaient transportés

jusqu'à une voiture d'ambulance. Par bonheur, les agents de police accourus faisaient preuve d'un bon sens prudent, n'ordonnèrent pas que la réunion fut levée et celle-ci se termina sans autre incident.

Les premières enquêtes ont tout de suite montré que Piaggio, d'origine italienne, s'était fait l'instrument de représailles ordonnées par les autorités consulaires italiennes. Borghi se trouvait aux États-Unis en règle avec la loi. Il avait une autorisation temporaire de séjour, garantie par une caution de 2.500 dollars remise aux autorités d'immigration et déjà renouvelée une fois à l'échéance. Selon la procédure normale, si les autorités n'avaient pas voulu renouveler l'autorisation, elles auraient dû en avertir d'abord l'intéressé, puis les garants ayant fourni la caution. Le mandat d'arrêt n'est pas lancé si ce n'est lorsque celui que l'on veut expulser a omis de se présenter aux autorités. Rien de pareil ne s'était passé en l'occurrence, et jusqu'au jour de la réunion Borghi avait tranquillement arpenté les rues de New-York.

Il appert au contraire que, deux jours avant la réunion, le vice-consul italien Cavadossi a eu une conversation téléphonique avec Piaggio. Il lui aurait donné les instructions pour l'arrestation de Borghi à la réunion même. Piaggio, son opération accomplie, aurait touché en récompense un cheque, qui lui aurait été remis par un employé du Consulat général. On se trouve ainsi en face d'un nouveau délit dont la responsabilité retombe sur le fascisme, en présence d'une nouvelle ingérence illégale des autorités consulaires italiennes dans les affaires du Gouvernement américain, d'un nouvel acte de corruption exercé sur un fonctionnaire fédéral.

On recueille contre Piaggio des charges très graves, desquelles il résulterait que non seulement il était en rapport direct avec les Consulats italiens, «auxquels il louait ses services, contrairement à la loi, mais qu'il était également disposé à rendre service aux dénoncés possibles d'expulsion en exigeant d'eux une certaine somme et en les donnant comme introuvable dans ses rapports secrets au Consul italien et dans ses rapports officiels aux autorités fédérales.

Le *World* a, comme les autres journaux, un éditorial extrêmement vibrant dans lequel il accuse Piaggio d'avoir agi à la réunion en qualité d'agent provocateur, d'avoir voulu délibérément créer le désordre et d'être l'unique responsable des coups et blessements et du meurtre commis par le détective qui l'accompagnait. Voici textuellement sa conclusion : « Si les informations des journaux sont exactes, il y a eu une très grave provocation et nous espsons qu'elle devrait faire l'objet d'une enquête complète. Elle devrait être considérée dans elle-même et en rapport avec les idées politiques de cet inspecteur, afin de déterminer si son action a été simplement l'effet d'une stupidité ou d'une animosité quelconque contre l'homme que l'on suppose qu'il aurait dû arrêter. En d'autres termes, on devrait faire une enquête sur les causes pour lesquelles cet Armando Borghi a été marqué pour la déportation. Ils disent, et il y a de bonnes raisons pour croire que c'est vrai, que, s'il était déporté à ce moment en Italie, il serait exposé à une mort certaine. L'enquête devrait aussi éclaircir qui est aussi impatiemt de le renvoyer en Italie. »

Quant à nous, nous sommes sceptiques en ce qui concerne les « poursuites » qui doivent être intentées contre l'assassin. Nul doute qu'il ne soit couvert par les autorités, comme il advient toujours en pareil cas.

Jean MARESTAN

L'EDUCATION SEXUELLE

Nouvelle édition, 336 pages,

illustree, 18^e mille

Prix, 12 fr. 50 ; francs, 13 fr. 75
Physiologie du mariage. — Préservation sexuelle. — Hygiène des sexes. — Moralités futures. — Hygiène et soins de la maternité. — Mariage divorce, union libre. — Les déviances morales. — Le problème social de la population.

En vente : Librairie d'Editions Sociales, 72, rue des Prairies, Paris (20^e).

fut la seconde manifestation pratique de l'idée égalitaire dans les masses. Toutes ces tentatives, sans en excepter cette dernière, durent échouer pour deux raisons : d'abord parce que les masses ne s'étaient point suffisamment développées pour en rendre la réalisation possible ; et ensuite et surtout, parce que, dans tous ces systèmes l'égalité s'alliait à la puissance, à l'autorité de l'Etat et que, par conséquent, elle excluait la liberté. Et nous le savons, l'égalité n'est possible qu'avec et par la liberté, non pas cette liberté exclusive des bourgeois, qui est fondée sur l'esclavage des masses et qui n'est pas la liberté mais le privilège, cette par cette liberté universelle des êtres humains qui élève chacun à la dignité d'homme. Mais nous savons aussi qu'il n'est possible que dans l'égalité. Révolte non seulement théorique, mais pratique contre toutes les institutions et contre tous les rapports sociaux créés par l'égalité, puis établissement de l'égalité économique et sociale par la liberté de tout le monde. Voilà notre programme actuel, celui qui doit triompher malgré les Bismarck, les Napoléon, les Thiers, et malgré tous les cosaques de mon auguste empereur, le tsar de toutes les Russies.

La conspiration de Babeuf avait réuni dans son sein tout ce qui, après les exécutions et les déportations du coup d'Etat réactionnaire de Thermidor, était resté de citoyens dévoués à la Révolution à Paris, et nécessairement beaucoup d'ouvriers. Elle échoua ; beaucoup furent guillotinés, mais plusieurs eurent le bonheur d'échapper, entre autres le citoyen Buonarroti, un homme de fer, un caractère antique, tellement respectable qu'il sut se faire respecter par les hommes des partis opposés. Il était longtemps en Belgique, où il devint le principal fondateur de la société secrète des Carbonari — communistes — et qui, dans un livre deviné très rare aujour-

d'hui, a raconté cette lugubre histoire, cette dernière protestation héroïque de la Révolution contre la réaction, connue sous le nom de la conspiration de Babeuf. L'autre protestation de la société contre la corruption bourgeoise, qui s'était emparée du pouvoir sous le nom de Directoire, fut, comme je l'ai déjà dit, l'usurpation du premier Bonaparte. Cette histoire, mille fois plus lugubre encore, est connue de tous. Ce fut la première inauguration du régime infâme et brutal du sabre, le premier soufflet imprimé au début de ce siècle par un parvenu insolent sur la joue de l'humanité. Napoléon I^e devint le héros de tous les despotes, en même temps que militairement il en fut la terreur. Lui vaincu, il leur laissa son funeste héritage, son infâme principe : le mépris de l'humanité et son oppression par le sabre.

Je ne vous parlerai pas de la Restauration. Ce fut une tentative ridicule de rendre la vie et le pouvoir politique à deux corps tauris et déchus : la noblesse et les prêtres. Il n'y eut sous la Restauration que ceci de remarquable, qu'attaqué, menacé dans ce pouvoir, qu'elle avait cru avoir conquis pour toujours, la bourgeoisie était devenue quasi-révolutionnaire. Ennemie de l'ordre public aussiôt que cet ordre public n'est pas le sien, c'est-à-dire aussiôt qu'il établit et garantit d'autres intérêts que les siens, elle conspire de nouveau. MM. Guizot, Périer, Thiers et tant d'autres, qui sous Louis-Philippe se distinguèrent les plus fanatiques partisans et défenseurs d'un gouvernement opprisif, corrupteur, mais bourgeois, et par conséquent parfait à leurs yeux, toutes ces âmes damnées de la révolution bourgeoisie, conspireront sous la Restauration. Ils triomphèrent en juillet 1830 et le règne du libéralisme bourgeois fut inauguré.

C'est depuis 1830 que date la domination

bourgeoise des intérêts et de la politique

bourgeoise en Europe ; surtout en France,

LA VOIX DE PROVINCE

FREJUS

Conférence antireligieuse

Le maire de Fréjus avait promis à l'Union des Propagandistes antireligieux, une salle de la mairie pour une conférence antireligieuse.

Le jour de la conférence, nous arrivons à 7 heures du soir à la mairie, pour voir si la salle était préparée. Le concierge nous fait alors connaître qu'il n'avait pas reçu d'ordre pour mettre la salle à notre disposition. Le maire que nous allons rejoindre, nous dit qu'il ne peut nous donner la salle. Nous insistons, il persiste dans son refus, nous conseillant de nous adresser au cinéma. Le directeur de cet établissement consulté, nous avoue que les clercs de l'endroit ont fait une démarche pour qu'il refuse que la conférence ait lieu chez lui : c'est ce qu'il a d'ailleurs.

A 9 heures, nous nous rendons sur la place de la Mairie, pour expliquer aux personnes venues pour entendre la conférence, que celle-ci ne peut avoir lieu. Immédiatement les plus dévoués à la recherche d'une salle et c'est dans un état que Nemo peut entenir parler devant un auditoire de 150 personnes.

Allons, messieurs les croyants, vous qui présentez toujours brimés, vous qui réclamez si impudiquement la liberté de conscience, vous qui trouvez tout naturel de faire battre vos idoles de bois peinturluré par le troupeau de vos processions, reconnaissiez que ce sont bien vos habituées façons de vous défendre : dans l'ombre, hypocritement. Vous ne croyez donc plus à la toute puissance de votre Dieu, pour en arriver à laacher toutes nos affiches et à nous fermer toutes les salles à peu près confortables de Fréjus ? Ah ! si votre Dieu était si puissant que vous vouliez bien le faire croire aux autres sans le croire vous-mêmes, il pourraient bien vous donner d'autres moyens : vous pourriez alors, vous les inspirés divinement, venir le défendre par la parole, dans nos réunions qui, contrairement aux vôtres, sont toutes publiques et contradictoires. A l'instar vous pensez peut-être à ce pauvre Désgranges, à Vallauris.

Pour que votre Dieu soit puissant, il faudrait qu'il existât ; or, vous savez bien que c'est vous qui l'avez inventé pour pouvoir jouir en toute tranquillité des biens (si méprisables dites-vous) de cette terre, en laissant croire aux miséreux qu'ils jouiront des biens célestes inestimables pour les récompenses de leurs privations sur cette terre : privations qui seules, font votre richesse.

Lucifer.

LYON

Le réformisme s'en va

Décidément les inamovibles n'ont pas de chance. Après ceux de l'O.T.L., c'est celui du syndicat du Livre, qui vient d'être rejeté par ses mandants. C'est une preuve que la compréhension, pénètre les cerveaux. Cependant, ceux-là ne s'y attendaient guère : depuis aussi longtemps que cela dure, ils finissaient par croire qu'il était impossible que ça change.

Attention ! Vivier Merle ! Le siège devient changement, la fortresse est fortement attaquée, et, tout le pain est à peu près assuré pour le lendemain. Pour que votre Dieu soit puissant, il faudrait qu'il existât ; or, vous savez bien que c'est vous qui l'avez inventé pour pouvoir jouir en toute tranquillité des biens (si méprisables dites-vous) de cette terre, en laissant croire aux miséreux qu'ils jouiront des biens célestes inestimables pour les récompenses de leurs privations sur cette terre : privations qui seules, font votre richesse.

Devant le silence général du mouvement anarchiste, le groupe de Marseille a mené une activité, s'inquiétant, s'agitant et agissant devant l'importance du problème colonial.

Dans ces conditions et après étude minutieuse du programme, des manifestations des buts implicites et explicites des moyens, etc., il nous est apparu que les fêtes du « Centenaire de la conquête de l'Algérie », avaient surtout deux motifs positifs.

1. Apologie de la politique coloniale.

2. Démonstration de force et volonté de conservation.

Tous buts et moyens dépassant le cas particulier de l'Algérie, pour atteindre le problème général du colonialisme, lui-même directement lié à la question sociale, dans laquelle l'individu est absorbé.

Ces observations détermineront le Groupe de Marseille à prendre l'initiative de l'ouverture d'une campagne contre la colonisation, en prenant comme base de démonstration, le fait d'actualité : « la Colonie algérienne de l'Afrique du Nord ».

Des communiqués furent envoyés à la presse des circulaires adressées aux groupes, appelant des initiatives parallèles et sollicitant la coordination des efforts.

Des manifestes, tracts et affiches, furent édités et mis à la disposition des intéressés, des tournées de conférences furent envisagées, mais dans l'ensemble, ces appels ne reçurent que peu d'échos.

Devant le silence général du mouvement anarchiste, le groupe de Marseille a mené une activité régionale, en rapport avec ses moyens.

Les groupes de Toulon, Sète, La Ciotat, y joignirent leurs concours.

Des conférences furent faites dans toutes ces localités par le camarade Argonin.

Le 9 mai, à Saint-Honoré, 50 personnes étaient présentes et écoutèrent avec attention l'exposé critique et analytique de la question ; un délégué communiste mis en opposition aux méthodes d'action anarchiste et communiste, une controverse fut engagée où la pensée anarchiste fut discutée.

Le 12 mai à Toulon, c'est encore devant 50 personnes, que le mensonge officiel fut démasqué.

Le 13 mai à Marseille, un public de 100 personnes était réuni au Salon Pellissier. La conférence regut les confirmations et les précisions de plusieurs indigènes présents, un contradicteur nationaliste s'employa à défendre la génie colonialiste de la France... Aussitôt le débat fut élevé d'où sortit une discussion chaude, nourrie, subtile.

Le 14 mai, à la Ciotat, 50 auditeurs curieux furent attirés au développement du capitalisme colonial, et aux conclusions anarchistes.

Le 15 mai, à Sète, à peine 50 personnes dans la salle, mais comme partout ailleurs, un silence studieux des auditeurs.

Pour l'instant, la campagne est terminée ; les résultats peuvent être diversement commentés : ils sont de plusieurs ordres : en premier lieu, le résultat cherché est atteint puisque manifestes, tracts et conférences anarchistes ont fait contre poison à la propagande officielle, et ceci est d'autant plus important que nous fûmes les seuls à tenir un effort en ce sens. De ce point de vue, nous sommes satisfaits ; mais il est incontestable que nous nous sommes heurtés à une indifférence à peu près générale.

Pourtant nous persistons à croire que la question coloniale est majeure et que chaque jour en augmente l'importance.

La campagne anti-coloniale a mis en valeur la gravité des problèmes et les difficultés de propagande à surmonter, en effet, comme l'écrit V. Spielmann : « Dans ce domaine il faut surtout vaincre l'inertie des camarades qui sont encore enfermés dans le préjugé national. »

Nous appelons donc les camarades à réfléchir sérieusement à ce sujet et nous livrons à leur méditation l'expérience du groupe de Marseille d'où ils pourront tirer tous les enseignements utiles, et nous terminons en formulant l'espérance qu'un meilleur accueil soit fait dans l'avenir, à toute initiative du même genre que la nôtre.

Le groupe d'Action anarchiste.

PAS-DE-CALAIS

Pour faire réfléchir

Vendredi dernier 200 ingénieurs civils ont quitté Lens dans les grands bureaux des mines de Lens. Ces messieurs étaient conduits par M. Cuvellet,

TRIBUNE SYNDICALE

PRÉCISIONS INDISPENSABLES

Ce qui me surprend le plus de la part de Le Pen, c'est sa croyance en l'Unité. Il pense qu'un rapprochement entre les trois C.G.T. est encore possible et seul, ou presque, très courageusement, il lutte au sein de la vieille C.G.T. J'admiré sa témérité, mais il me permettra de ne point partager ses espoirs... d'autant plus qu'il reconnaît que les principes de la C.G.T.S.R. sont ceux du véritable syndicalisme révolutionnaire et que ce sont ces principes mêmes qu'il veut revenir au sein de la C.G.T. Dans son précédent article, Le Pen ne disait-il pas que le programme, pourtant pas bien méchant, de cette organisation, avait le don d'effrayer les syndiqués qui s'y trouvent ?

Le rôle de la C.G.T.S.R. peut être nuisible à la réalisation d'une unité syndicale qui engloberait les deux tendances : réformiste et révolutionnaire, et c'est tant mieux ! Par contre, elle ne peut que faciliter le rapprochement des syndicalistes qui luttent contre le Capital et contre l'Etat. Elle peut donc ouvrir efficacement pour l'Unité des syndicalistes révolutionnaires.

De toutes façons, je préfère savoir que notre camarade ne recherche pas la masse pour la masse et qu'il tente de produire un redressement.

Il reconnaît très loyalement que si l'action corporative est assez semblable, il n'en est pas de même de l'action sociale.

Par exemple, voici une affirmation un peu osée : « On peut élaborer au sein de l'Etat ou tel organisme des solutions théoriquement parfaites, mais d'une application difficile, ce qui fait qu'elles ne sont au demeurant que de belles formules. »

Allons Le Pen ! Souviens-toi des 8 heures.

Les 8 trois huit c'était à l'origine une belle formule. Pourtant les 8 heures ont fait leur chemin depuis les *Martyrs de Chicago*. Il en est de même d'ailleurs pour toutes les revendications et les difficultés d'application ne doivent pas nous arrêter.

SALAIRE UNIQUE ET 6 HEURES DE TRAVAIL, la C.G.T.S.R. ne se laisse pas de répandre cette revendication qui possède une puissance révolutionnaire incommensurable.

Il est osé, aussi, de dire que parce que l'U.A.C.R. et la C.G.T.S.R. ont des principes semblables il en résultera une dualité. Je n'y vois que des raisons d'entente, de collaboration dans l'action. Les anarchistes révolutionnaires n'ont rien à redouter d'un syndicalisme antiétabli. Et les syndicalistes libertaires savent que l'anarchisme que nous défendons entend leur laisser leur entière liberté.

PIERRE LENTENTE.

C. G. T. S. R.

TOUJOURS L'ESCRUERIE

Nous ne voudrions pas qu'il fut dit que nous nous assions de la réclame pour la presse bourgeoisie, serait-elle de gauche.

Cependant l'*« éditorial »* du *« Quotidien »* du 10 mai dernier n'est pas fait pour nous déplaire, puisqu'au contraire il était tout au long l'entreprise des réactionnaires qui sont d'une audace inouïe.

C'est précisément parce que nous faisons partie de la phalange des syndicalistes révolutionnaires que l'*« éditorialiste »* du *« Quotidien »* se croit autorisé à défendre « l'immense population des travailleurs ».

D'un bout à l'autre, le bon politicien né bourgeois, défend qu'on touche à l'escroquerie. L'inégalité, la vieillesse, la maladie sont autant de cordes sensibles que notre musicien fait vibrer.

Le tout sera de savoir si son instrument a été bien accordé, car enfin ce monsieur « Prud'homme », s'il paraît animé de bons sentiments, a quelque peu de retard « dans l'histoire », il veut tout uniquement nous contraindre à accepter cette farce sous le fallacieux prétexte qu'elle pourra être améliorée.

« Prenez toujours cela, ça n'est pas grand chose mais, attendez mieux ». Toujours à mieux quoi, comme la devise de la sardine.

C'est par l'obligation que l'on fait aux gens de se soumettre, que nous combattons la loi; est-ce qu'un bourgeois devenu député, souvent

par protection, est qualifié pour apporter le bien-être aux travailleurs ? Nous connaissons trop l'altruisme du « parlementeur » pour ne pas considérer un seul instant que seul l'intérêt personnel le guide et le fait agir.

On le veuille ou non, l'escroquerie aux assurances sociales est la cause de la crise économique que nous subissons de ce moment. Le fabricant de Fine Cigale Etolles du « Quotidien » semble oublier qu'à l'heure actuelle les affaires marchent au ralenti » et que partant, les travailleurs ont bien du mal (surtout dans le bâtiment) à trouver la bonne gâche.

Le journal à J. Hennessy crie que le patron attend la moratorium de 20 % sur ses prix, pour la reprise de ses affaires, nous le lui disons.

Nous savons aussi que le chiffre officiel des inscriptions à l'escroquerie a été enflé de telle sorte que nous nous inscrivons en faux contre le.

Les gars du Bâtiment continuent à combattre cette loi antiouvrière, ils n'en veulent pas. De même, ils se refusent à laisser longtemps leur salaire pour engrangée la nouvelle armée des 12 ou 15.000 fonctionnaires que cela nécessite.

El dire que ces mêmes gens osent encourager une C.G.T. qui n'a plus rien de révolutionnaire, dans sa campagne « d'éducation » pour cette loi affreuse qu'ils osent qualifier de « faute ».

Pour le bourgeois repu et toujours asturiste, cela peut passer pour de la philanthropie, nous disons nous que ce n'est que de la basse démagogie, c'est pourquoi nous lutterons jusqu'au bout pour empêcher l'application de l'escroquerie et pour éviter aux propriétaires d'être dupes. Les gens à court de vue en seront pour leur honte. — La 43^e Région Fédérale du Bâtiment.

C. G. T.

TERRASSIERS

Réunion de la Section de Conflans-Sainte-Honorine dimanche 8 juin à 9 h 1/2, lieu habituel.

— Le Secrétaire.

LA VOIX DE PROVINCE

(suite de la 3^e page)

TOULOUSE

Note

Il existe un groupe de Toulouse à ce sujet, c'est en mon nom personnel que l'écris, je me réjouis, à la vue, dans notre « Lib », de la rubrique « La Voix de Province » prenant chaque jour plus de place dans notre journal, et ce m'est une excellente raison, pour protester contre la note que je suppose être de notre brave ami Lentente, puisque c'est lui qui en assure la mise en page.

On peut être un très bon et très agréable copain et ne pas toujours être dans le vrai. L'on doit alors pouvoir supporter que l'on vous en fasse l'observation sans s'en formaliser. Il m'est arrivé assez souvent de me mettre dans ce cas, mais comme mes copains en qui j'ai toute confiance m'ont fait contre moi mes erreurs, je me suis incliné.

Je ne doute pas que Lentente en fasse autant. Nous voulons faire du fédéralisme et je sais bien que cela n'est pas toujours facile, nous serions cependant mal venus d'enrayez les tentatives dans ce sens.

Et quoi ! Lentente ! ne te rappelles-tu pas que nous avons décidé au Congrès qu'avant de fêter la parution d'Editions régionales, nous tiéterions le terrain dans « La Voix de Provinces » afin de voir si nous pourrions être assurés d'avoir de la copie ?

J'estime que les camarades répondent à l'effort dont on doutait qu'ils fussent capables.

Cela a commencé par une colonne et peu à peu nous en sommes arrivés à trois : était-il trop escampon ? et faut-il maintenant jeter la douche sur ce bel enthousiasme ? Que non pas ! J'estime que tu ne dis pas, Lentente, arrêté un si bel élan, mais conseiller au contraire, un nouveau essor. Laisse les copains s'exprimer comme ils l'entendent, comme ils le sentent. La copie n'est peut-être pas d'un beau style... elle est pourtant supportable et... en forçant, on devient forgeron ! Les articles font double emploi ! Ceci est malencontreux, évitable s'ils émanent d'un même groupe ; dans le cas contraire, cela prouve que sur différents points de notre pays, on souffre les mêmes maux et cela en souligne toute la gravité.

De la copie, camarades, de la copie ! et lors que nous allons sentir l'épreuve suffisante, nous parlerons d'éditions locales ou régionales, co qui, à mon avis, ne saurait tarder.

Je crois devoir profiter de cette petite note, pour faire part d'une petite initiative accessible à certains. A l'instar des grands quotidiens ou régionaux, qui annoncent sur une petite affiche les manchettes de leurs articles, nous avons presque décidé, au groupe de Toulouse, cette innovation propre à développer la vente de notre journal. Ne pensez-vous pas camarades, que si nous avions eu cela, cette semaine, et que

les responsables de la ville, en revanche, les ouvriers le sont par les chefs ou contremaîtres qui ne cessent un instant leur surveillance. Sans répit, ils vont de l'un à l'autre, car il ne faut pas qu'une minute soit perdue.

Le plus navrant, c'est de voir l'inconscience des ouvriers, se prêtant au sabotage d'un travail qui, pour le bien de tous, gagnerait à être exécuté conscientieusement, et par là, donnerait plus de profits aux ouvriers, puisqu'il durera davantage. Mais, ils sont glorieux de dire : « Hein ! nous en avons fait des mètres aujourd'hui. » Sans tenir compte que la journée qu'ils touchent est minime à côté de ce qu'ils ont gagné pour l'entreprise.

Comme conclusion pour aujourd'hui (car nous y reviendrons) : une ville administrée par des socialistes, qui laissent saboter les travaux dont ils se moignent fiers, au profit d'une clique d'anciens ouvriers qui ont pour but d'enrichir en vitesse, comme ils l'avaient peur que cela cesse tout à coup, chose qui pourrait bien arriver. Gagner de l'argent en vitesse, telle est leur formule, ils possèdent chacun leur auto, pas mal de billets de mille et, évidemment pour peu que cela dure, ils sont appellés à devenir millionnaires sur le dos de la ville et des ouvriers. Roule, Ouvrier syndiqué du Bâtiment

l'on ait pu lire : « La Guerre qui vient. — Nous ne marcherons pas... La Rédaction » « Socialisme et Défense nationale... d'Epsilon », etc., etc...

Ne croyez-vous pas que cela aurait fait de l'effet ? De nombreuses personnes sont venues nous demander ce que nous pensions de ces bruits alarmants... Nous leur avons donné le journal. La manchette également des articles locaux ou régionaux, inciterait également à l'achat. Je veux comme exemple de ce qui précède, la vente que nous avons faite voici une quinzaine, jour de la fête de Jeanne d'Arc, où nous avions sorti un tableau de 1 m. sur 0,80, représentant le supplice de la Pucelle avec en exergue : « Jeanne d'Arc trahie par son roi, brûlée par les prêtres ». Souvenez-vous ! Tels ils étaient hier, tels ils seraient demain...

Ce jour-là, nous n'avons pas eu assez de « Libertaire ».

Il faut mettre l'esprit des gens en éveil, exciter leur curiosité et le souhaite que l'initiative que je signale reçoive un bon accueil.

A. Tricheux.

Chez nos capitols

Le Conseil municipal s'est réuni en séance publique le 28 mai à 20 h. 45 presque au grand complet ; les conseillers sont de bons ouvriers, qui s'absentent très peu de cette usine, à part les noces, banchets, baptêmes, maladie ou exécusés. Ils sont toujours là à surtoit que le travail qu'ils y font a besoin de beaucoup d'énergie et le coûts de leurs est très utile, beaucoup de questions pratiques et aussi « l'Éducation », pour cette loi affreuse qu'ils osent qualifier de « faute ».

Ensuite sur la proposition du maire on a décidé d'accorder à la veuve une petite allocation annuelle de 1.500 fr. : nos sociaux ont beaucoup de cœur après que celui-ci a été ruiné par la grande Coopérative « l'Emancipation », pour laquelle il était urgent qu'ils pensent à la veuve de leur confrère disparu. Maintenant, les compagnons qui tombent d'un échafaudage, qui sont électrocutés ou écrasés à l'O. N. I. A. de Bedouze ou victimes dans les nombreux bagages capitalistes d'accidents mortels, cela pendant leur vie ont dû sûrement gagner suffisamment pour laisser à leurs veuves et orphelins un héritage appréciable qui les met à l'abri du besoin et notre municipalité n'a pas à y penser.

Ensuite sur la proposition du maire on a décidé d'accorder à la veuve une petite allocation annuelle de 1.500 fr. : nos sociaux ont beaucoup de cœur après que celui-ci a été ruiné par la grande Coopérative « l'Emancipation », pour laquelle il était urgent qu'ils pensent à la veuve de leur confrère disparu. Maintenant, les compagnons qui tombent d'un échafaudage, qui sont électrocutés ou écrasés à l'O. N. I. A. de Bedouze ou victimes dans les nombreux bagages capitalistes d'accidents mortels, cela pendant leur vie ont dû sûrement gagner suffisamment pour laisser à leurs veuves et orphelins un héritage appréciable qui les met à l'abri du besoin et notre municipalité n'a pas à y penser.

Ensuite sur la proposition du maire on a décidé d'accorder à la veuve une petite allocation annuelle de 1.500 fr. : nos sociaux ont beaucoup de cœur après que celui-ci a été ruiné par la grande Coopérative « l'Emancipation », pour laquelle il était urgent qu'ils pensent à la veuve de leur confrère disparu. Maintenant, les compagnons qui tombent d'un échafaudage, qui sont électrocutés ou écrasés à l'O. N. I. A. de Bedouze ou victimes dans les nombreux bagages capitalistes d'accidents mortels, cela pendant leur vie ont dû sûrement gagner suffisamment pour laisser à leurs veuves et orphelins un héritage appréciable qui les met à l'abri du besoin et notre municipalité n'a pas à y penser.

Ensuite sur la proposition du maire on a décidé d'accorder à la veuve une petite allocation annuelle de 1.500 fr. : nos sociaux ont beaucoup de cœur après que celui-ci a été ruiné par la grande Coopérative « l'Emancipation », pour laquelle il était urgent qu'ils pensent à la veuve de leur confrère disparu. Maintenant, les compagnons qui tombent d'un échafaudage, qui sont électrocutés ou écrasés à l'O. N. I. A. de Bedouze ou victimes dans les nombreux bagages capitalistes d'accidents mortels, cela pendant leur vie ont dû sûrement gagner suffisamment pour laisser à leurs veuves et orphelins un héritage appréciable qui les met à l'abri du besoin et notre municipalité n'a pas à y penser.

Ensuite sur la proposition du maire on a décidé d'accorder à la veuve une petite allocation annuelle de 1.500 fr. : nos sociaux ont beaucoup de cœur après que celui-ci a été ruiné par la grande Coopérative « l'Emancipation », pour laquelle il était urgent qu'ils pensent à la veuve de leur confrère disparu. Maintenant, les compagnons qui tombent d'un échafaudage, qui sont électrocutés ou écrasés à l'O. N. I. A. de Bedouze ou victimes dans les nombreux bagages capitalistes d'accidents mortels, cela pendant leur vie ont dû sûrement gagner suffisamment pour laisser à leurs veuves et orphelins un héritage appréciable qui les met à l'abri du besoin et notre municipalité n'a pas à y penser.

Ensuite sur la proposition du maire on a décidé d'accorder à la veuve une petite allocation annuelle de 1.500 fr. : nos sociaux ont beaucoup de cœur après que celui-ci a été ruiné par la grande Coopérative « l'Emancipation », pour laquelle il était urgent qu'ils pensent à la veuve de leur confrère disparu. Maintenant, les compagnons qui tombent d'un échafaudage, qui sont électrocutés ou écrasés à l'O. N. I. A. de Bedouze ou victimes dans les nombreux bagages capitalistes d'accidents mortels, cela pendant leur vie ont dû sûrement gagner suffisamment pour laisser à leurs veuves et orphelins un héritage appréciable qui les met à l'abri du besoin et notre municipalité n'a pas à y penser.

Ensuite sur la proposition du maire on a décidé d'accorder à la veuve une petite allocation annuelle de 1.500 fr. : nos sociaux ont beaucoup de cœur après que celui-ci a été ruiné par la grande Coopérative « l'Emancipation », pour laquelle il était urgent qu'ils pensent à la veuve de leur confrère disparu. Maintenant, les compagnons qui tombent d'un échafaudage, qui sont électrocutés ou écrasés à l'O. N. I. A. de Bedouze ou victimes dans les nombreux bagages capitalistes d'accidents mortels, cela pendant leur vie ont dû sûrement gagner suffisamment pour laisser à leurs veuves et orphelins un héritage appréciable qui les met à l'abri du besoin et notre municipalité n'a pas à y penser.

Ensuite sur la proposition du maire on a décidé d'accorder à la veuve une petite allocation annuelle de 1.500 fr. : nos sociaux ont beaucoup de cœur après que celui-ci a été ruiné par la grande Coopérative « l'Emancipation », pour laquelle il était urgent qu'ils pensent à la veuve de leur confrère disparu. Maintenant, les compagnons qui tombent d'un échafaudage, qui sont électrocutés ou écrasés à l'O. N. I. A. de Bedouze ou victimes dans les nombreux bagages capitalistes d'accidents mortels, cela pendant leur vie ont dû sûrement gagner suffisamment pour laisser à leurs veuves et orphelins un héritage appréciable qui les met à l'abri du besoin et notre municipalité n'a pas à y penser.

Ensuite sur la proposition du maire on a décidé d'accorder à la veuve une petite allocation annuelle de 1.500 fr. : nos sociaux ont beaucoup de cœur après que celui-ci a été ruiné par la grande Coopérative « l'Emancipation », pour laquelle il était urgent qu'ils pensent à la veuve de leur confrère disparu. Maintenant, les compagnons qui tombent d'un échafaudage, qui sont électrocutés ou écrasés à l'O. N. I. A. de Bedouze ou victimes dans les nombreux bagages capitalistes d'accidents mortels, cela pendant leur vie ont dû sûrement gagner suffisamment pour laisser à leurs veuves et orphelins un héritage appréciable qui les met à l'abri du besoin et notre municipalité n'a pas à y penser.

Ensuite sur la proposition du maire on a décidé d'accorder à la veuve une petite allocation annuelle de 1.500 fr. : nos sociaux ont beaucoup de cœur après que celui-ci a été ruiné par la grande Coopérative « l'Emancipation », pour laquelle il était urgent qu'ils pensent à la veuve de leur confrère disparu. Maintenant, les compagnons qui tombent d'un échafaudage, qui sont électrocutés ou écrasés à l'O. N. I. A. de Bedouze ou victimes dans les nombreux bagages capitalistes d'accidents mortels, cela pendant leur vie ont dû sûrement gagner suffisamment pour laisser à leurs veuves et orphelins un héritage appréciable qui les met à l'abri du besoin et notre municipalité n'a pas à y penser.

Ensuite sur la proposition du maire on a décidé d'accorder à la veuve une petite allocation annuelle de 1.500 fr. : nos sociaux ont beaucoup de cœur après que celui-ci a été ruiné par la grande Coopérative « l'Emancipation », pour laquelle il était urgent qu'ils pensent à la veuve de leur confrère disparu. Maintenant, les compagnons qui tombent d'un échafaudage, qui sont électrocutés ou écrasés à l'O. N. I. A. de Bedouze ou victimes dans les nombreux bagages capitalistes d'accidents mortels, cela pendant leur vie ont dû sûrement gagner suffisamment pour laisser à leurs veuves et orphelins un héritage appréciable qui les met à l'abri du besoin et notre municipalité n'a pas à y penser.

Ensuite sur la proposition du maire on a décidé d'accorder à la veuve une petite allocation annuelle de 1.500 fr. : nos sociaux ont beaucoup de cœur après que celui-ci a été ruiné par la grande Coopérative « l'Emancipation », pour laquelle il était urgent qu'ils pensent à la veuve de leur confrère disparu. Maintenant, les compagnons qui tombent d'un échafaudage, qui sont électrocutés ou écrasés à l'O. N. I. A. de Bedouze ou victimes dans les nombreux bagages capitalistes d'accidents mortels, cela pendant leur vie ont dû sûrement gagner suffisamment pour laisser à leurs veuves et orphelins un héritage appréciable qui les met à l'abri du besoin et notre municipalité n'a pas à y penser.

Ensuite sur la